

COMMISSIONS RÉUNIES DE
L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES
GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION
PUBLIQUE ET DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

VERENIGDE COMMISSIES VOOR
DE BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT EN VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MARDI 26 octobre 2010

DINSDAG 26 oktober 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 24 par M. Hans Bonte, président.

01 Échange de vues sur la politique d'asile et questions jointes de

- M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'assouplissement des conditions en matière de logement dans le cas d'un regroupement familial" (n° 60)
- Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'achat de modules de logement" (n° 72)
- Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'ordre de quitter le territoire" (n° 73)
- Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accompagnement médical des demandeurs d'asile atteints d'une maladie contagieuse" (n° 75)
- Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accompagnement médical des demandeurs d'asile atteints d'une maladie contagieuse" (n° 76)
- Mme Jacqueline Galant au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la crise de l'asile et de l'accueil" (n° 108) (*continuation*)

01.01 Sarah Smeyers (N-VA): Je n'oublie pas ce qui s'est passé depuis le 5 octobre. Alors que nous sommes aux portes de l'hiver, il nous manque 6 000 places d'accueil. Je demande instamment qu'une solution structurelle soit apportée à cette situation. Nous savons, en effet, qu'environ 2 000 demandes d'asile sont introduites tous les mois. Parallèlement, nous devons consacrer une réflexion au problème des départs des centres d'accueil, à une politique de retour valable et aux mesures que nous pourrions prendre pour promouvoir les retours volontaires.

Le secrétaire d'État Wathelet nous a dit qu'il met en œuvre sa politique en la matière en se basant sur une liste de pays ou d'"origines" à traiter par priorité. L'on peut fort bien dresser une liste de pays sûrs, comme en France, sans se rendre pour autant coupable de comportements anormaux et inhumains. En effet, l'on pourrait mettre en place un système de procédure accélérée qui nous permettrait d'intervenir de façon dynamique et de corriger le tir très vite, en fonction de la situation dans le pays concerné.

En collaboration avec M. Francken, j'ai préparé une proposition de loi qui tend à traiter tout à la fois les problèmes d'arrivée dans les centres d'accueil, de transit dans ces centres et de départ de ces centres. Reste à espérer que le gouvernement d'affaires courantes prenne conscience que ce dossier requiert un traitement urgent.

01.02 Theo Francken (N-VA): M. Mayeur peut bien affirmer qu'il ne s'agit absolument pas d'un dossier communautaire, mais jusqu'à la fin du mois dernier, la Région flamande avait accueilli 5 258 personnes par le biais des ILA et la Wallonie, 2 656 personnes.

Dans ma commune de Lubbeek, j'ai pris mes responsabilités pour qu'une initiative locale d'accueil y voie enfin le jour, nouvelle preuve s'il en est que la N-VA n'est pas ce parti très à droite opposé aux demandeurs d'asile. Le bourgmestre de la commune voisine de Bierbeek, qui souhaitait faire de même, a semble-t-il appris du gouvernement fédéral qu'il n'y avait aucun budget à cet effet, contrairement à ce qu'a déclaré ici le secrétaire d'État, M. Courard, il y a quelques semaines. Je déplore cette situation, que je trouve par ailleurs assez singulière.

En outre, je sais de sources internes que la loi-programme inclurait une transposition de la directive 'retour'. Rien n'y serait toutefois mentionné à propos de l'accueil, mais on y évoquerait seulement l'intention de confier à l'Office des Étrangers, au lieu des communes, la notification de l'ordre de quitter le territoire.

Nous déposerons une loi sur l'accueil qui comprend un grand nombre de mesures et je présume que nous pourrions au besoin poursuivre les discussions ici en commission.

D'après M. Madrane, du PS, la durée moyenne d'une procédure d'asile est de quatre mois et demi aux Pays-Bas et de six mois au Portugal, alors qu'elle dure seize mois chez nous. M. Wathelet a répondu qu'il s'agit seulement de treize mois, mais cela ne change pas grand-chose sur le fond. Ces chiffres sont très intéressants.

Serait-il possible d'instaurer un rôle auprès du Conseil du contentieux des étrangers, comme au Conseil d'État, ainsi que le paiement d'une somme de 175 euros pour l'ouverture d'un dossier d'annulation ou de suspension?

M. De Man a parlé de "l'attitude hypocrite" de la N-VA parce que nous avons aussi adopté la régularisation collective, voici deux ans. Toutefois, selon l'accord de gouvernement de l'époque, il s'agissait très clairement d'une politique de régularisation sur une base individuelle.

Concernant les Roms, M. Wathelet dit qu'il y a eu seulement 368 demandes d'asile européennes en 2009. Il s'agit en l'occurrence de Roumains et de Bulgares qui sont traités comme des citoyens de second rang dans leur pays d'origine. Ne pourrait-on pas dès lors, dans le cadre de la présidence européenne, rappeler leurs responsabilités à la Roumanie et à la Bulgarie? Les fonds européens ouvrent aussi différentes possibilités de subventions pour améliorer le sort de ces personnes sur place.

Je n'ai pas posé ma question sur la condition de logement dans le cadre du regroupement familial, parce que j'estime qu'elle n'a pas de place dans un échange de vues sur le droit d'asile. J'ai reçu, aujourd'hui encore, un courrier électronique d'un échevin d'Anvers qui m'a fait savoir que 1 500 contrôles, dont plus de 10 % sont négatifs, sont opérés annuellement dans la ville en matière de logement. Le nouvel arrêté – que je considère toujours comme un mauvais texte législatif – ne permettra de rayer que les logements déclarés inhabitables. Je trouve cela scandaleux et j'interrogerai le secrétaire d'État à ce sujet lors d'une discussion sur le regroupement familial.

01.03 Karin Temmerman (sp.a): Une approche différente de l'accueil est indispensable étant donné que quelque 5 000 personnes errent déjà dans les rues alors que l'hiver est à nos portes. Il serait également souhaitable de ne pas minimaliser l'immigration en provenance des pays d'Europe de l'Est et de mieux l'analyser; car même si les causes de cet afflux ne sont sans doute pas identiques, les problèmes concrets sont les mêmes.

Le secrétaire d'État, M. Wathelet, affirme à tort que je demande des rapatriements forcés. Je voulais simplement savoir quelle est la position du gouvernement à ce sujet. Je n'ai toutefois obtenu aucune réponse

claire à ce sujet. Il y a neuf mois, un plan de répartition a été adopté mais n'est pas exécuté aujourd'hui compte tenu des circonstances. Les CPAS et les villes et communes qui ont refusé leur collaboration à l'époque, la refuseront une nouvelle fois. Les courriers de la VVSG indiquent qu'aucune véritable décision n'a encore été prise à ce jour parce qu'aucun budget n'a encore été libéré. Actuellement, des renseignements sont pris sur une base informelle auprès des CPAS pour savoir s'ils sont prêts à accueillir des gens.

Y a-t-il un budget pour cela ou non? Le secrétaire d'État se borne à déclarer qu'il n'a entendu aucune réaction du secrétaire d'État au Budget mais cette réponse est vague. Le gouvernement fédéral élude ainsi ses responsabilités.

01.04 Jacqueline Galant (MR): Il est indispensable d'agir sur les flux d'entrée. Au premier trimestre 2010, notre pays a connu une augmentation de plus de 30 % alors que d'autres États membres connaissent une diminution de 40 %. Les secrétaires d'État ont pris des dispositions pour agir sur les flux d'entrée venant de Serbie et de Macédoine, mais ces initiatives semblent avoir montré leurs limites, puisque les demandes de ressortissants de ces pays connaîtraient une nouvelle hausse.

Il faut donc continuer à travailler à la diminution des flux d'entrée. La prévention ne suffit pas, puisque les chiffres augmentent encore. Il me semble également indispensable de supprimer la possibilité pour des ressortissants d'autres États membres de demander l'asile en Belgique. La Belgique est le seul pays de l'Union à prévoir cette possibilité.

Il est également essentiel d'agir sur les flux de sortie. Il ne s'agit pas d'axer tous nos efforts sur l'éloignement, mais les demandeurs d'asile déboutés doivent quitter les structures d'accueil dans les délais fixés et les ordres de quitter le territoire doivent être respectés.

Vous avez dit que le coût d'hébergement à l'hôtel est d'environ 30 euros auxquels s'ajoutent six euros pour l'alimentation.

Quel est le coût total des personnes hébergées à l'hôtel pour 2010?

Le secrétaire d'État pourrait-il expliquer clairement la réglementation concernant l'aide sociale accordée aux ressortissants européens et donner des précisions quant aux diverses responsabilités? Combien de ceux-ci bénéficient-ils d'allocations de CPAS? Combien de ressortissants européens représentent-ils une charge déraisonnable pour les autorités publiques alors qu'ils ont fait l'objet d'une expulsion?

La loi sur l'accueil a été modifiée en 2009 afin de clarifier le délai de sortie des demandeurs d'asile ayant reçu une décision définitive. Comment cette disposition est-elle appliquée pour les initiatives locales d'accueil? Combien de personnes sont-elles concernées? Si ces personnes restent malgré tout, les CPAS continuent-ils à être remboursés par Fedasil?

Loger les personnes à l'hôtel donne une image attractive de la Belgique. Les pavillons temporaires sur des sites de la Défense accueilleront-ils en priorité les personnes logées à l'hôtel?

Enfin, l'opération de régularisation a commencé voici plus d'un an. Combien de demandes ont-elles été introduites et combien de régularisations ont-elles été octroyées à ce jour?

01.05 Bart Somers (Open Vld): Le problème devient de plus en plus complexe, voire dramatique. D'une part, nous devons offrir une assistance de type humanitaire aux personnes qui se trouvent sur notre territoire et, d'autre part, nous devons tenter de maîtriser l'afflux migratoire.

Une des mesures adéquates pourrait consister à dresser une liste de pays sûrs parmi les États de l'UE et par extension, comme la N-VA le propose, parmi les pays du monde entier. Les ressortissants de ces pays n'ont pas leur place dans une procédure d'asile.

La gestion des expulsions revêt autant d'importance que la maîtrise de l'immigration. La courbe des

expulsions ne suit pas la hausse du nombre de demandes et constitue ainsi un signal erroné. Un total de 6 075 personnes ont été expulsées cette année jusqu'en septembre 2010, un chiffre qui représente un léger progrès par rapport aux 8 016 personnes expulsées sur l'ensemble de l'année passée. N'oublions cependant pas les 12 000 expulsions réalisées 2006.

01.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Qui a modifié la procédure d'asile en 2006?

01.07 Bart Somers (Open Vld): Les statistiques de rapatriements ne sont pas satisfaisantes pour trois raisons. Tout d'abord, le nombre de demandes ayant augmenté de 30 % cette année par rapport à 2009, le total des rapatriements aurait dû croître de la même façon, or nous n'avons pas assisté à ce type d'évolution.

Deuxièmement, dans le cadre de la dernière procédure de régularisation, de nombreuses demandes ont été rejetées. Il avait été convenu que ces demandeurs seraient rapatriés. Ce rapatriement n'apparaît toutefois pas dans les chiffres. Si les chiffres relatifs au rapatriement ne sont que légèrement plus élevés par rapport aux années précédentes, c'est que nous n'avons pas donné de réponse adéquate à la crise en matière d'asile que nous connaissons actuellement. Il y a deux ans, il n'était nullement question de milliers de demandeurs contraints à dormir dans la rue en hiver. Si nous ne nous faisons pas comprendre à l'étranger par un signal fort, les problèmes ne feront qu'augmenter.

Troisièmement, nous constatons que la visite effectuée dans les Balkans par le gouvernement a eu un effet positif au début de l'année. À la lueur des chiffres concernant le mois de septembre, une nouvelle visite s'impose.

01.08 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): J'étais en Macédoine jeudi dernier et en Serbie vendredi!

01.09 Bart Somers (Open Vld): Je pense que d'autres pays devraient faire l'objet d'une visite. Je pense à la Russie, par exemple.

Fondamentalement, le problème est que si l'on n'accélère pas sensiblement le rythme des départs, l'afflux continuera de croître. Le secrétaire d'État porte une responsabilité importante en la matière. Je suis d'accord avec la N-VA pour dire que, comme nos voisins, nous devons adapter notre réglementation pour pouvoir faire face à la crise migratoire et équilibrer le nombre d'arrivées et de départs. Pour cela, nous avons besoin d'un gouvernement de plein exercice. J'espère dès lors que ce gouvernement sera constitué rapidement. En attendant, ce Parlement peut déjà préparer une nouvelle réglementation.

01.10 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Tous les jours, plusieurs dizaines de familles avec enfants, sont renvoyées par l'Office des Étrangers sans aucune perspective d'accueil. De nombreux collègues sont aussi préoccupés que moi, s'étonnant d'une telle situation dans un État de droit dont les lois précisent que, pendant l'examen d'une demande d'asile, les personnes doivent être accueillies. Or, ces mêmes collègues, au sein des partis, bloquent le plan de répartition.

Nous sommes en faveur de l'application de la loi. L'an dernier, avec la loi-programme, nous nous sommes dotés d'une disposition qui permet l'application du plan de répartition sur l'ensemble du pays. Il suffit, au gouvernement, de prendre une décision. Nous discutons alors que ces personnes sont dehors!

M. Wathelet s'est rendu dans les Balkans, où il a eu l'occasion d'expliquer la situation en Belgique.

A-t-il pris le temps de mesurer la situation de certaines minorités présentes dans le pays? Certains rapports de la Commission européenne en font état. A-t-il recueilli des informations sur la situation et ses éventuelles améliorations? A-t-il pu relayer nos préoccupations quant à ce qui se passe sur place?

Renvoyer une personne dans un pays limitrophe suppose son retour dans les semaines qui suivent. Cela a coûté de l'argent aux contribuables, cela a permis de faire du chiffre, de faire le malin, mais cela ne change strictement rien à la situation sur le terrain.

01.11 Filip De Man (VB): J'ai la nausée quand j'entends M. Somers demander un signal clair pour mettre fin

à la crise migratoire, alors que son parti a donné le plus mauvais signal possible en 2008 en approuvant la régularisation massive. Il est donc également responsable de cette crise migratoire.

M. Francken a cité l'accord de gouvernement mais en page 36 de cet accord, également adopté par la N-VA, les critères de régularisation sont énumérés et ils devaient être précisés ultérieurement dans une circulaire. Dans l'accord de gouvernement, il est question d'un "ncrage local durable", concept qui a entraîné des régularisations massives.

01.12 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il s'agit de régularisations sur une base individuelle.

01.13 Filip De Man (VB): Celles-ci existent depuis des décennies, mais en 2008, une vague de régularisations massives a été opérée. L'accord de gouvernement prévoyait différentes possibilités qui pouvaient entraîner la régularisation, notamment la connaissance d'une langue nationale, le parcours scolaire, l'intégration des enfants et le passé professionnel. L'un des critères était également la volonté de travailler, alors que l'expérience avait montré que les abus sont très nombreux en la matière.

Je souhaiterais poser quelques questions au secrétaire d'État.

Le **président**: Il ne s'agit pas de poser maintenant de nouvelles questions au gouvernement mais de répliquer aux réponses fournies antérieurement. M. De Man pourra toujours déposer des nouvelles questions ultérieurement.

01.14 Theo Francken (N-VA): Nous n'avons jamais approuvé une régularisation collective, comme celle qui a été réalisée à la fin de l'année dernière!

Le **président**: Ce débat a déjà eu lieu.

01.15 Filip De Man (VB): Combien de procédures judiciaires ont déjà été entamées entre-temps par des demandeurs d'asile qui ne trouvent pas de place d'accueil? Il est question d'astreintes de 500 euros par jour et un demi-million d'euros d'astreintes auraient déjà été versées à l'heure actuelle. Il y a deux semaines, j'ai posé cette question à M. Courard. Je l'interpellerai à nouveau à ce sujet cet après-midi, en commission de l'Intérieur, car il semble que le gouvernement ne puisse plus répondre maintenant.

Le **président**: C'est ce qui avait été convenu.

01.16 Filip De Man (VB): Le 6 octobre dernier, j'ai demandé à M. Courard s'il était exact que le nombre de demandes d'asile dépassera les 20 000 fin 2010 et qu'il faudra encore augmenter ce nombre d'un tiers, de sorte que l'on atteindra les quelque 30 000 demandeurs d'asile individuels.

01.17 Nahima Lanjri (CD&V): Certains collègues qui partagent la responsabilité des mesures qui ont fait que nous en soyons arrivés là et qui sont toujours au gouvernement, poussent déjà des hauts cris. La critique est certes autorisée, mais encore faut-il qu'elle soit constructive.

01.18 Bart Somers (Open Vld): La politique du secrétaire d'État Wathelet relève du pouvoir exécutif et non du pouvoir législatif. Le secrétaire d'État est responsable de la politique d'éloignement. Apparemment, notre interprétation de la loi est différente. Le secrétaire d'État doit redoubler d'efforts pour faire réellement rapatrier les personnes expulsées.

01.19 Nahima Lanjri (CD&V): M. Somers dit que ce sont les ministres du gouvernement qui sont responsables et pas lui. Dans un gouvernement précédent, M. Dewael a aussi adopté la réforme de la procédure d'asile.

La hausse du nombre de nouvelles demandes d'asile nécessite des mesures complémentaires. Le gouvernement a déjà engagé des effectifs supplémentaires au bénéfice des institutions compétentes en matière d'asile. Toutefois, la procédure d'asile est encore beaucoup trop longue puisqu'elle dure encore minimum 13 mois alors que les initiateurs de la réforme de l'asile poursuivaient l'objectif de réduire cette

durée à moins d'un an et en tout état de cause, à une moyenne de 6 mois. Compte tenu de cette rapidité escomptée, le principe défendu à l'époque consistait à affirmer qu'aucune capacité d'accueil supplémentaire n'était nécessaire. J'avais prévenu que cet objectif ne serait jamais atteint et qu'il était important d'accroître la capacité. Je continue à insister pour que les procédures d'asile soient écourtées, pour des raisons tant humaines que de gestion du nombre de places d'accueil. Par ailleurs, l'augmentation du nombre de demandes de régularisation est proportionnelle à la longueur de la procédure.

Même si les rapatriements doivent idéalement avoir lieu sur une base volontaire, la contrainte est parfois nécessaire mais doit être exercée avec humanité. Il est regrettable que le protocole signé entre l'Office des Étrangers et Fedasil n'ait pu être appliqué plus tôt.

La chute du gouvernement n'a pas permis de prendre certaines mesures d'accompagnement en matière de regroupement familial, de lutte contre les mariages de complaisance et de naturalisations et explique dès lors le caractère peu équilibré de la politique actuellement menée en la matière. L'ensemble des partis doivent assumer leurs responsabilités de sorte à former aussi rapidement que possible un gouvernement capable de mettre en œuvre ces mesures.

Sur le plan européen, nous devons adopter une stratégie commune et cesser de mener des politiques de plus en plus divergentes qui débouchent sur une forme de "shopping de l'asile" dont notre pays devient la victime. Le secrétaire d'État s'est déjà entretenu de ce sujet avec ses collègues dans le cadre de la présidence européenne. Des mesures supplémentaires s'imposent cependant pour développer une politique européenne plus harmonieuse et, partant, gérer certains flux migratoires.

Il y a par ailleurs le problème imminent de la crise de l'accueil. Nous vous avons mis en garde à ce sujet il y a bien longtemps déjà. Les demandeurs d'asile en sont les premières victimes, mais ce problème est également néfaste au regard de l'opinion publique, puisqu'il mine l'assise sociale de la politique d'asile menée par le gouvernement. La population veut bien être solidaire, mais elle refuse de payer des factures d'hôtel. Les mesures qui ont été prises à ce jour constituent un bon début, mais elles ne suffiront pas.

J'estime que l'accueil des demandeurs d'asile et le traitement des dossiers de demande d'asile doivent être une matière fédérale et doivent le rester. On ne peut s'en décharger sur les communes. C'est la raison pour laquelle je m'oppose au plan de répartition. Sous des apparences de solidarité, il signifie le retour à l'octroi d'une aide financière aux demandeurs d'asile. Les CPAS devront la payer et renverront les demandeurs d'asile vers les grandes villes. Et ce sera le retour à la case départ. Dans les villes – en particulier à Bruxelles – la situation devient intenable.

01.20 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Madame Lanjri, vous dites que le plan de répartition renverrait les personnes sans ressources dans les grandes villes. Mais, actuellement, les personnes qui ont besoin d'aide sont à Bruxelles et ce ne sont pas les CPAS qui s'en occupent, mais les citoyens, qui leur offrent à manger et logent les enfants qui sont devant leur porte.

01.21 Nahima Lanjri (CD&V): J'ai dit également que j'avais de la compassion pour M. Mayeur et pour Bruxelles. Je n'aimerais pas connaître la même situation à Anvers. C'est la raison pour laquelle je demande instamment que l'État fédéral assume ses responsabilités. Nous devons veiller ensemble à ce que personne ne soit abandonné à son sort, dans aucune ville.

J'en viens maintenant à la question des ILA. Lors de notre réunion de commission précédente, nous avons déjà évoqué la possibilité d'aménager des zones blanches sur les domaines militaires. Sait-on déjà avec certitude sur quels sites seront construits les modules de logement?

Le président: Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la réunion de cet après-midi.

01.22 Nahima Lanjri (CD&V): Si je pose cette question, c'est parce que j'estime que la Régie des Bâtiments doit fournir des efforts pour assurer l'accueil d'un maximum de personnes à l'échelon fédéral. J'approuve l'initiative consistant à permettre aux ILA de s'étendre si elles le souhaitent. Toutefois, Il faudra prévoir davantage qu'un contrat de deux ans. De plus, il importera d'accepter toutes les demandes matérielles et financières émanant des ILA.

Le **président**: Il ne serait pas inutile d'entendre aussi les ministres De Crem et Reynders sur ce sujet cet après-midi. La commission peut les inviter.

01.23 Rachid Madrane (PS): Je remercie les deux secrétaires d'État et me réjouis des efforts entrepris pour augmenter les capacités d'accueil. Il convient de se focaliser sur une politique cohérente au niveau européen, car chaque décision prise dans d'autres États a une incidence immédiate sur la situation en Belgique.

Vous évoquez, monsieur Wathelet, un délai de douze mois, alors que les chiffres européens en ma possession font état de dix-huit mois d'attente pour la Belgique.

Les autres ministres doivent également apporter leur pierre à l'édifice. Il convient de mettre rapidement à la disposition de Fedasil des bâtiments pour accueillir les demandeurs d'asile.

Enfin, force est de constater que le montant des astreintes décidées par la justice correspond à la création de dix à douze places d'accueil.

Il est extrêmement important de créer de nouvelles places d'accueil.

Par ailleurs, comment établir une liste de pays positifs ou de pays sûrs, sachant que la situation peut changer du jour au lendemain. Il faudrait plutôt favoriser une meilleure analyse ou instruction des dossiers au CGRA et donner au Conseil du Contentieux des Étrangers (CCE) un réel pouvoir d'instruction, ce qui permettrait d'avoir une idée plus précise des situations internes vécues par la population.

01.24 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Je vous ai communiqué des chiffres provenant des administrations en matière de durée moyenne de procédure, à savoir trois semaines à l'Office, six mois au CGRA, six mois au CCE.

En outre, si des pouvoirs d'instruction complémentaires sont attribués au CCE, la procédure sera encore plus longue et supérieure à treize mois! Si vous remettez directement en question les chiffres moyens de traitement des dossiers communiqués par les administrations, ne posez plus de questions sur les différentes institutions du pays!

01.25 Rachid Madrane (PS): Le secrétaire d'État devrait quitter ce ton scolaire. Les chiffres européens sur lesquels je me base sont aussi fiables que ceux que vous présentez. (*Interruptions de M. Melchior Wathelet, secrétaire d'État*)

Le **président**: Les parlementaires peuvent poser les questions qui leur semblent utiles. Le droit de réplique est lui aussi inaliénable. Un membre du gouvernement doit adopter une attitude adéquate vis-à-vis du Parlement.

01.26 Rachid Madrane (PS): Je suis très étonné de la réaction de M. le secrétaire d'État. Enfin, je signale à Mme Galant que les 27 ont décidé hier d'examiner l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne. Par conséquent, l'argumentaire développé aujourd'hui n'est peut-être plus tout à fait d'actualité.

01.27 Rita De Bont (VB): La finalité première des propositions qui sont aujourd'hui sur la table est de permettre de surmonter la crise. Ce sont les mêmes propositions que celles qui ont été formulées avant la chute du gouvernement.

Ce n'est pas en créant davantage de places d'accueil supplémentaires que l'on va résoudre le problème de l'asile. Car ces nouvelles places attireront des demandeurs d'asile encore plus nombreux, ce qui générera pour les services une surcharge de travail. Autre conséquence: davantage de faux demandeurs d'asile passeront entre les mailles du filet, ce qui créera un nouvel appel d'air. Au final, la politique mise en œuvre actuellement produit toujours un effet boule de neige et les problèmes ne sont jamais réglés.

Il faut utiliser les moyens disponibles pour mobiliser plus de personnel. Aujourd'hui, le ministre ne s'y emploie

qu'en partie. Avec plus de personnel, l'on pourrait appliquer une procédure plus rapide et plus fouillée de manière telle que ceux qui abusent de la procédure se voient signifier le plus vite possible qu'ils ne pourront bénéficier d'une mesure d'accueil. Au lieu de faciliter les choses aux demandeurs d'asile pour qu'ils puissent rester chez nous, il faut utiliser les moyens disponibles pour permettre aux demandeurs déboutés de quitter plus facilement le territoire.

Sans une politique d'asile énergique et sans une politique d'expulsion digne de ce nom pour ceux qui abusent de la législation sur l'asile, il n'y aura jamais assez de places d'accueil pour les vrais réfugiés.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 33.

De vergadering wordt geopend om 10.24 uur en voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 Gedachtewisseling over het asielbeleid en samengevoegde vragen van

- de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de versoepeling van de huisvestingsvoorwaarden bij gezinshereniging" (nr. 60)
- mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de aankoop van woonmodules" (nr. 72)
- mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het uitwijzingsbevel" (nr. 73)
- mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de medische begeleiding van asielzoekers met een besmettelijke ziekte" (nr. 75)
- mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de medische begeleiding van asielzoekers met een besmettelijke ziekte" (nr. 76)
- mevrouw Jacqueline Galant aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de asiel- en opvangcrisis" (nr. 108) (voortzetting)

01.01 Sarah Smeyers (N-VA): Ik vergeet niet wat er sedert 5 oktober is gebeurd. Bij het begin van de winter is er een tekort van 6.000 opvangplaatsen. Ik vraag met aandrang om werk te maken van een structurele oplossing. Het is immers bekend dat er maandelijks ongeveer 2.000 asielaanvragen worden ingediend. Tegelijkertijd moet men ook eens nadenken over de uitstroom, over een degelijk terugkeerbeleid en over het begunstigen van vrijwillige terugkeer.

Staatssecretaris Wathélet heeft gezegd dat men werkt met een lijst van prioritair te behandelen landen of 'herkomsten'. Een lijst van veilige landen hanteren, zoals in Frankrijk, hoeft toch niet abnormaal en inhumain te zijn, want men kan met een systeem van versnelde procedure werken. Dat laat toe om dynamisch op te treden en heel snel aanpassingen te doen, afhankelijk van de situatie in dat land.

Samen met de heer Francken heb ik een wetsvoorstel voorbereid dat de in-, door- en uitstroom aanpakt. Hopelijk beseft deze regering van lopende zaken dat de kwestie absolute spoed vereist.

01.02 Theo Francken (N-VA): De heer Mayeur mag dan wel zeggen dat dit absoluut geen communautair dossier is, maar het Vlaams Gewest heeft tot eind vorige maand via de LOI's wel 5.258 personen opgevangen, tegenover 2.656 personen in Wallonië.

En om toch nog maar eens duidelijk te maken dat N-VA niet die verschrikkelijk rechtse partij is die zich kant tegen asielzoekers: ik heb mijn verantwoordelijkheid in mijn gemeente Lubbeek opgenomen, zodat daar nu eindelijk een lokaal opvanginitiatief zal komen. De burgemeester van buurgemeente Bierbeek, die hetzelfde wou doen, vernam blijkbaar van de federale regering dat daarvoor geen geld was, dit in tegenstelling tot wat

staatssecretaris Courard hier enkele weken geleden heeft verklaard. Ik betreur dit en vind dit heel vreemd.

Verder weet ik uit interne bronnen dat er in de programmawet een omzetting van terugkeerrichtlijn zou staan. Daarin zou echter niets staan over opvang, maar slechts over een intentie om de dienst Vreemdelingenzaken in plaats van gemeenten het bevel om het grondgebied te verlaten te laten betekenen.

Wij komen met een opvangwet met heel wat maatregelen en ik neem aan dat wij een en ander desnoods hier in de commissie verder zullen kunnen bespreken.

De heer Madrane van de PS zei dat in Nederland de asielprocedure gemiddeld 4,5 maanden en in Portugal gemiddeld 6 maanden duurt, terwijl dat bij ons 16 maanden is. De repliek van de heer Wathelet dat dit maar 13 maanden is, verandert daar ten gronde niets aan. Dergelijke cijfers zijn heel belangwekkend.

Is het mogelijk om bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen een rol in te voeren, zoals bij de Raad van State, met een betaling van 175 euro bij de opening van een dossier voor annulering of schorsing?

De heer De Man wees op de hypocriete houding van N-VA, omdat wij twee jaar geleden de collectieve regularisatie mee hebben goedgekeurd. Maar in het toenmalige regeerakkoord ging het zeer duidelijk om een regularisatiebeleid op individuele basis.

Wat de Roma betreft, spreekt de heer Wathelet over slechts 368 Europese asielaanvragen in 2009. Het gaat hier om Roemenen en Bulgaren die worden behandeld als tweederangsburgers in hun thuislanden. Is het dan niet mogelijk om Roemenië en Bulgarije in het kader van het Europees voorzitterschap te wijzen op hun verantwoordelijkheid? De Europese fondsen bieden ook verschillende subsidiemogelijkheden om het lot van die mensen ter plaatse te verbeteren.

Mijn vraag over de huisvestingsvoorwaarde in het kader van de gezinshereniging heb ik niet gesteld, omdat ik vind dat dit niet past in het kader van een gedachtewisseling over asiel. Nog vandaag kreeg ik een mail van een schepen van de Stad Antwerpen, die me meldde dat men daar per jaar 1.500 controles doet op huisvesting, waarvan meer dan 10 procent negatief is. Met het nieuwe KB – dat ik slechte wetgeving blijf vinden – zullen enkel de woningen die onbewoonbaar zijn verklaard, geschrapt worden. Ik vind dat een echte schande en zal de staatssecretaris daarover ondervragen in het raam van een discussie over gezinshereniging.

01.03 Karin Temmerman (sp.a): Ik dring aan op een andere aanpak van de opvang, vermits er nu, met de winter voor de deur, al circa 5.000 mensen ronddolen. Het zou ook goed zijn om de Oost-Europese immigratie niet te minimaliseren en ze nader te bestuderen. Want al zijn de oorzaken van deze instroom misschien niet dezelfde, de concrete problematiek is dat wel.

Staatssecretaris Wathelet stelt ten onrechte dat ik gedwongen repatriëringen wil, maar ik wou enkel weten hoe de regering daar tegenover staat. Daarop heb ik echter geen duidelijk antwoord gekregen. Negen maanden geleden werd een spreidingsplan goedgekeurd, dat nu gezien de omstandigheden niet wordt uitgevoerd. De OCMW's en de steden en gemeenten die destijds hun medewerking weigerden, zullen dat nu weer doen. In de brieven van de VVSG staat dat er momenteel nog geen echte beslissing is genomen, omdat er nog geen budget is vrijgemaakt, en wordt er enkel vrijblijvend gepolst of de OCMW's bereid zijn om mensen op te vangen.

Is er hiervoor een budget of niet? De staatssecretaris zegt enkel dat hij geen tegenreactie heeft gehoord van de staatssecretaris voor Begroting, maar dat is toch maar een vaag antwoord. Op die manier ontloopt de federale overheid haar verantwoordelijkheid.

01.04 Jacqueline Galant (MR): Er moet iets gedaan worden aan de instroom. Tijdens het eerste kwartaal van 2010 was er in ons land een stijging met 30 procent, terwijl het aantal asielzoekers in andere Europese landen met 40 procent gedaald is. De staatssecretarissen hebben maatregelen genomen om de instroom vanuit Servië en Macedonië in te perken. Blijkbaar hebben die initiatieven echter hun beperkingen, aangezien het aantal aanvragen vanwege die beide nationaliteiten weer zou toenemen.

We moeten dus blijven proberen de instroom in te perken. Preventie volstaat niet, aangezien de cijfers verder stijgen. Mijns inziens moet ook de mogelijkheid voor inwoners van andere Europese lidstaten om in België asiel aan te vragen, worden afgeschaft. België is het enige EU-land waar dat mogelijk is.

Ook de uitstroom moet in goede banen worden geleid. We moeten daarom niet al onze inspanningen concentreren op de verwijdering van de mensen wier aanvraag verworpen werd. Wel moeten uitgeprocedeerde asielzoekers de opvangvoorzieningen binnen de opgelegde termijnen verlaten en moeten de bevelen om het grondgebied te verlaten, worden uitgevoerd.

U zegt dat het verblijf in een hotel ongeveer 30 euro kost, plus de kosten voor een maaltijdcheque van zes euro per dag.

Hoeveel bedragen de totale kosten voor de opvang van asielzoekers in hotels voor 2010?

Zou de staatssecretaris de regelgeving inzake de maatschappelijke hulp voor EU-burgers duidelijk kunnen toelichten en de daaruit voortvloeiende verantwoordelijkheden kunnen preciseren? Hoeveel EU-burgers ontvangen een uitkering van het OCMW? Hoeveel EU-burgers die een uitwijzingsbevel hebben ontvangen, zijn nog altijd ten laste van de overheid, wat volstrekt onbegrijpelijk is?

De wet met betrekking tot de opvang werd in 2009 gewijzigd om de termijn voor de uitstroom van uitgeprocedeerde asielzoekers te verduidelijken. Hoe wordt die bepaling toegepast voor de lokale opvanginitiatieven? Om hoeveel mensen gaat het precies? Als die mensen toch blijven, worden die kosten van de OCMW's dan toch nog door Fedasil vergoed?

De opvang in hotels geeft een aantrekkelijk beeld van België als opvangland. Zullen de tijdelijke wooneenheden op sites van Defensie in de eerste plaats gebruikt worden om de in hotels ondergebrachte asielzoekers op te vangen?

De regularisatiecampagne, tot slot, ging meer dan een jaar geleden van start. Hoeveel aanvragen werden er ingediend en hoeveel personen werden er tot nu toe geregulariseerd?

01.05 Bart Somers (Open Vld): Dit probleem wordt steeds complexer, om niet te zeggen dramatisch. Enerzijds moeten wij op een humanitaire wijze hulp bieden aan wie zich op ons grondgebied bevindt, anderzijds moeten wij de migratie-instroom trachten te beheersen.

Een van de maatregelen kan zijn om alvast voor de EU-landen en bij uitbreiding, zoals de N-VA voorstelt, voor de hele wereld, een lijst op te stellen van veilige landen. Mensen uit die landen horen niet thuis in de asielprocedure.

Even belangrijk als het managen van de instroom, is een vlotte uitstroom. Het aantal aanvragen stijgt, maar het aantal uitwijzingen niet. Daarmee geven we een fout signaal. In september 2010 waren er 6.075 uitwijzingen, dat is een kleine vooruitgang ten opzichte van vorig jaar, toen er over het hele jaar 8.016 waren. Laten we echter niet vergeten dat er in 2006 liefst 12.000 uitwijzingen waren.

01.06 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Wie heeft in 2006 de asielprocedure gewijzigd?

01.07 Bart Somers (Open Vld): Er zijn drie redenen waarom de repatriëringscijfers niet voldoen. Ten eerste, de aanvragen stegen dit jaar met 30 procent in vergelijking met 2009. Dat betekent dat de repatriëringen in dezelfde orde zouden moeten stijgen, wat niet het geval is.

Ten tweede zijn veel aanvragen afgewezen naar aanleiding van de regularisatieprocedure die heeft plaatsgevonden. De afspraak was dat die mensen ook zouden worden gerepatriëerd. Dat is niet te zien in de cijfers. Als het repatriëringscijfer slechts een beetje hoger is dan het cijfer van de vorige jaren, dan hebben wij geen antwoord geboden op de acute asielcrisis. Twee jaar geleden moesten er geen duizenden mensen op straat slapen in de winter. Als we geen krachtig signaal geven aan het buitenland, zullen de problemen alleen maar toenemen.

Ten derde zien we dat het regeringsbezoek aan de Balkan een positief effect had in het begin van het jaar. Een nieuw bezoek dringt zich op als we de cijfers van september bekijken.

01.08 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Vorige week donderdag was ik dan ook in Macedonië en vrijdag in Servië!

01.09 **Bart Somers** (Open Vld): Ik denk dat er nog landen een bezoek zouden kunnen krijgen, Rusland bijvoorbeeld.

De essentie is dat als de uitstroom niet in een grote versnelling komt, de instroom zal blijven groeien. De staatssecretaris heeft hierin een grote verantwoordelijkheid. Ik ben het eens met de N-VA dat we net als onze buurlanden onze regelgeving moeten bijsturen om de migratiecrisis het hoofd te kunnen bieden en om de instroom en de uitstroom in evenwicht te brengen. Dat vereist een regering met volle bevoegdheid. Ik hoop dan ook dat die er snel komt. Ondertussen kan ook het Parlement al werk maken van een nieuwe regelgeving.

01.10 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Elke dag worden tientallen gezinnen met kinderen zonder enig uitzicht op opvang weggestuurd door de Dienst Vreemdelingenzaken. Heel wat collega's maken zich hierover net zoveel zorgen als ik en zijn verbaasd dat zoiets kan in een rechtsstaat waarvan de wetten bepalen dat de asielzoekers tijdens het onderzoek van hun asielaanvraag moeten worden opgevangen. Nochtans houden diezelfde collega's, binnen de partijen, het spreidingsplan tegen.

Wij wensen dat de wet wordt toegepast. Vorig jaar werd in de programmawet een bepaling opgenomen die het mogelijk maakt het spreidingsplan toe te passen over het hele land. De regering moet enkel nog een beslissing nemen. Wij zitten hier te praten terwijl die mensen op straat staan!

De heer Wathelet heeft een bezoek gebracht aan de Balkan, waar hij de kans kreeg om de situatie in ons land toe te lichten.

Heeft hij de tijd genomen om zich op de hoogte te stellen van de situatie van sommige minderheden in het land? In een aantal verslagen van de Europese Commissie wordt die toestand aan de kaak gesteld. Heeft hij informatie ingewonnen over de situatie en de manier waarop die eventueel kan worden verbeterd? Heeft hij meegedeeld dat wij ons zorgen maken over wat er daar gebeurt?

Als we iemand naar een buurland sturen, keert hij gegarandeerd enkele weken later terug. Dat kost de belastingbetaler handenvol geld. Het helpt om met mooie cijfers te kunnen uitpakken en te kunnen scoren, maar het verandert in wezen niets aan de situatie in de praktijk.

01.11 **Filip De Man** (VB): Ik word er niet goed van als ik hoor dat de heer Somers vraagt om een duidelijk signaal om de migratiecrisis te stoppen, terwijl zijn partij in 2008 het slechts mogelijke signaal heeft gegeven door de massale regularisatie goed te keuren. Hij draagt dus zelf mee de verantwoordelijkheid voor die migratiecrisis.

De heer Francken heeft geciteerd uit het regeerakkoord, maar op bladzijde 36 van dat akkoord - dat mee goedgekeurd werd door de N-VA - worden de regularisatiecriteria opgesomd die later in een rondzendbrief verduidelijkt zouden worden. In het regeerakkoord wordt gesproken over de 'duurzame lokale verankering', het begrip dat de aanzet heeft gegeven tot massale regularisaties.

01.12 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Het gaat over regularisaties op individuele basis.

01.13 **Filip De Man** (VB): Die bestaan al decennialang, maar in 2008 werd een massale regularisatieronde goedgekeurd. Er werden verschillende mogelijkheden in het regeerakkoord opgesomd die allemaal aanleiding konden geven tot regularisatie, zoals kennis van de landstaal, schoolloopbaan, inburgering van de kinderen en werkverleden. Een van de criteria was ook de werkbereidheid, waarvan men uit ervaring wist dat

daarmee massaal geknoeid wordt.

Ik heb een aantal vragen voor de staatssecretaris.

De **voorzitter**: Het is wel niet de bedoeling om nu nieuwe vragen aan de regering te stellen, maar enkel om te repliceren op de eerdere antwoorden. De heer De Man kan altijd later nieuwe vragen indienen.

01.14 Theo Francken (N-VA): Wij hebben wel nooit ingestemd met een collectieve regularisatie zoals die van eind vorig jaar!

De **voorzitter**: Dat debat is al gevoerd.

01.15 Filip De Man (VB): Hoeveel gerechtelijke procedures zijn er ondertussen al gestart door asielzoekers die geen opvang krijgen? Er is sprake van dwangsommen van 500 euro per dag en er zou al zeker een half miljoen aan dwangsommen zijn betaald. Twee weken geleden heb ik die vraag aan staatssecretaris Courard gesteld. Ik zal hierover vanmiddag in de commissie Binnenlandse Zaken hierover opnieuw interpelleren, want de regering mag blijkbaar nu niet meer antwoorden.

De **voorzitter**: Dat was nu eenmaal de afspraak.

01.16 Filip De Man (VB): Ik heb op 6 oktober ook aan staatssecretaris Courard gevraagd of het klopt dat we eind 2010 meer dan 20.000 asielaanvragen zullen hebben en dat we daar eigenlijk een derde bij mogen tellen, zodat het zal gaan over ongeveer 30.000 individuele asielzoekers.

01.17 Nahima Lanjri (CD&V): Een aantal collega's die mee verantwoordelijkheid dragen voor maatregelen die ons in deze situatie gebracht hebben en nog steeds in de regering zitten, staat nu al aan de kant te schreeuwen. Kritiek geven mag natuurlijk, maar dan wel op een constructieve manier.

01.18 Bart Somers (Open Vld): Het beleid van staatssecretaris Wathelet is een taak van de uitvoerende macht en niet van de wetgevende macht. Het is de staatssecretaris die verantwoordelijk is voor het uitwijzingsbeleid. Wij interpreteren de wetgeving blijkbaar anders. De staatssecretaris moet meer inspanningen leveren om uitgewezen mensen daadwerkelijk te repatriëren.

01.19 Nahima Lanjri (CD&V): Ik hoor de heer Somers zeggen dat hij niet verantwoordelijk is, maar dat het de ministers in de regering zijn. Ook minister Dewael heeft in een vorige regering de hervorming van de asielprocedure mee goedgekeurd.

De stijging van het aantal nieuwe asielaanvragen vraagt bijkomende maatregelen. De regering heeft al bijkomend personeel aangeworven voor de asielinstanties. De asielprocedure duurt echter nog altijd veel te lang. Nu duurt het nog steeds 13 maanden of langer, terwijl het de bedoeling van de asielhervorming was om dat te herleiden tot minder dan een jaar, met een gemiddelde van 6 maanden. Daarom ging men er toen vanuit dat bijkomende opvangcapaciteit niet nodig was. Ik heb toen al gewaarschuwd dat het nooit zou lukken en dat er meer capaciteit nodig was. Ik blijf aandringen op kortere asielprocedures, zowel uit menselijk oogpunt als uit het oogpunt van de opvangplaatsen. Hoe langer een procedure aansleept, hoe meer regularisatieaanvragen er bovendien zullen zijn.

Er moeten ook meer middelen komen voor het uitwijzingsbeleid. De repatriaties zouden liefst op vrijwillige basis moeten gebeuren, maar desnoods gedwongen, doch humaan. Het is jammer dat het protocol tussen DVZ en Fedasil nu pas wordt uitgevoerd.

Door de val van de regering ontbreken er flankerende maatregelen inzake gezinshereniging, schijnhuwelijken en naturalisatie. Daarom is het beleid nu eenzijdig. Alle partijen moeten hun verantwoordelijkheid nemen en er moet zo snel mogelijk een regering komen die werk maakt van deze maatregelen.

Op Europees niveau moeten we het beleid harmoniseren, want nu groeien we steeds verder uit mekaar. Op die manier ontstaat er een vorm van 'asielshopping', waar ons land nu het slachtoffer van wordt. De staatssecretaris heeft in het kader van het Europees voorzitterschap hierover al met zijn collega's gesproken. Er moet echter nog meer gebeuren om een harmonieuzer Europees beleid uit te stippelen, anders kunnen wij bepaalde migratiestromen nooit aanpakken.

Dan is er nog het probleem van de opvangcrisis dat op ons afkomt. Wij hebben daar al veel eerder voor gewaarschuwd. De asielzoekers zelf zijn daar de dupe van, maar ook voor de publieke opinie is dit nefast. Het draagvlak voor het asielbeleid van de overheid wordt op die manier ondermijnd. Mensen willen wel solidair zijn, maar ze willen geen hotelrekeningen betalen. De maatregelen die worden genomen zijn een mooi begin, maar ze zullen niet volstaan.

Ik meen dat de opvang van asielzoekers en de behandeling van asielaanvragen een federale materie moet zijn en blijven. Men kan de problematiek niet afwentelen op de gemeenten. Daarom ben ik tegen het spreidingsplan. Het lijkt solidair, maar het betekent een terugkeer naar financiële steun aan asielzoekers. Die steun moet dan van de OCMW's komen en die sturen de asielzoekers dan weer door naar de grote steden en we zijn terug bij af. De toestand in die steden – zeker in Brussel – wordt onhoudbaar.

01.20 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Mevrouw Lanjri, volgens u zouden mensen zonder middelen van bestaan door het spreidingsplan in de grote steden terechtkomen. Maar nu zitten de mensen die hulp behoeven hier in Brussel, en het zijn niet de OCMW's die zich om hen bekommeren, maar de burgers; zij geven deze mensen te eten en verlenen onderdak aan de kinderen die in hun buurt op straat beland zijn.

01.21 Nahima Lanjri (CD&V): Ik heb ook gezegd dat ik met de heer Mayeur en met Brussel te doen heb. Ik zou het in Antwerpen niet willen meemaken. Daarom leg ik er ook de nadruk op dat de federale overheid haar verantwoordelijkheid moet opnemen. We moeten er samen voor zorgen dat er geen mensen aan hun lot worden overgelaten, in geen enkele stad.

Ik kom nu tot de kwestie van de LOI's. Wij hebben in de vorige vergadering al besproken dat er witte zones zouden komen op militaire domeinen. Is het nu al duidelijk waar er wooneenheden komen?

De **voorzitter**: Die vraag staat vanmiddag geagendeerd.

01.22 Nahima Lanjri (CD&V): Ik vroeg dat omdat ik vind dat de Regie der Gebouwen inspanningen moet doen om zoveel mogelijk mensen federaal op te vangen. Het initiatief om de LOI's te laten uitbreiden als ze dat willen, vind ik goed. Er zal wel meer moeten inzitten dan een contract van twee jaar. Verder moeten alle materiële en financiële vragen van LOI's ingewilligd worden.

De **voorzitter**: Het zou nuttig zijn om daarover vanmiddag de ministers De Crem en Reynders ook te horen. De commissie is vrij om hen uit te nodigen.

01.23 Rachid Madrane (PS): Ik dank de twee staatssecretarissen en ben verheugd over de inspanningen om de opvangcapaciteit te verhogen. Men moet zich toelagen op een coherent beleid op Europees niveau, want elke beslissing die in een andere lidstaat genomen wordt, heeft onmiddellijk gevolgen voor de situatie in België.

Mijnheer Wathelet, u maakte gewag van een termijn van twaalf maanden, terwijl de wachttijd volgens de Europese cijfers waarover ik beschik, achttien maanden bedraagt.

De andere ministers moeten ook een steentje bijdragen. Fedasil moet snel gebouwen toegewezen krijgen voor de opvang van asielzoekers.

Last but not least stel ik vast dat er met het bedrag van de door de rechtbank opgelegde dwangsommen tien tot twaalf opvangplaatsen zouden kunnen worden gecreëerd.

Het is erg belangrijk dat er nieuwe opvangplaatsen bij komen.

Ik vraag me trouwens af hoe men een lijst van 'positieve' of veilige landen zou kunnen opstellen, wetend dat de situatie van de ene dag op de andere kan veranderen. Er moet veeleer worden aangestuurd op een betere analyse of onderzoek van de dossiers bij het CGVS en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (RVV) zou een echte onderzoeksbevoegdheid moeten krijgen. Zo zouden we een duidelijker beeld krijgen van de situatie in het land, zoals die door de bevolking wordt beleefd.

01.24 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): Ik heb u cijfers bezorgd met betrekking tot de gemiddelde duur van de procedure, namelijk drie weken bij de Dienst Vreemdelingenzaken, zes maanden bij het CGVS en zes maanden bij de RVV.

Indien er nog bijkomende onderzoeksbevoegdheden worden toegekend aan de RVV zou de procedure alleen maar langer worden en dus meer dan dertien maanden in beslag nemen! Indien u het nodig vindt de door de administraties ter beschikking gestelde cijfers met betrekking tot de gemiddelde behandelingstermijn van de dossiers meteen ter discussie te stellen, hoeft u ook geen vragen te stellen over de verschillende instellingen in dit land!

01.25 **Rachid Madrane** (PS): De staatssecretaris moet dat schoolmeesterstoontje achterwege laten. De Europese cijfers waarop ik me baseer, zijn even betrouwbaar als de cijfers waarmee u komt aanzetten. (*Onderbreking door staatssecretaris Melchior Wathelet*)

De **voorzitter**: Parlementsleden mogen de vragen stellen die ze willen stellen. Ook het repliekrecht is onvervreemdbaar. Een regeringslid moet correct omgaan met het Parlement.

01.26 **Rachid Madrane** (PS): De reactie van de staatssecretaris verbaast me hogelijk. Ten slotte wil ik mevrouw Galant in herinnering brengen dat de 27 EU-lidstaten gisteren besloten hebben om de toetreding van Servië tot de Europese Unie te onderzoeken. De argumenten die vandaag aangevoerd worden, zijn derhalve misschien al niet meer actueel.

01.27 **Rita De Bont** (VB): De voorstellen die nu op tafel liggen, dienen vooral om de crisis op te lossen. Het zijn dezelfde voorstellen als van voor de val van de regering.

Als men het asielprobleem wil oplossen, moet men niet méér bijkomende opvangplaatsen creëren. Die plaatsen trekken immers gewoon nog meer asielzoekers aan. Dit overbelast de diensten. Het betekent ook dat er meer vermeende asielzoekers door de mazen van het net geraken. Dat zorgt op zijn beurt weer voor een aanzuigeffect. Uiteindelijk draait dit beleid steeds uit op een sneeuwbaaleffect en geraakt het probleem nooit opgelost.

De middelen moeten geïnvesteerd worden in de inzet van meer personeel. Dit gebeurt nu slechts gedeeltelijk. Met meer personeel zou men een snellere en grondigere procedure kunnen voeren, zodat de onterechte asielzoekers zo snel mogelijk het bericht krijgen dat ze geen opvang kunnen genieten. In plaats van mensen het gemakkelijker te maken om hier te blijven moet men eerder middelen investeren die het afgewezen asielzoekers gemakkelijker maken om het grondgebied te verlaten.

Zonder een kordaat asielbeleid evenals een uitwijzingsbeleid voor wie misbuik maakt van de asielwetgeving, zullen er nooit genoeg opvangplaatsen voor de echte vluchtelingen zijn.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.33 uur.